



Assemblée générale Conseil de sécurité

Distr. générale
2 décembre 2013
Français
Original : espagnol

Assemblée générale
Soixante-huitième session
Point 36 de l'ordre du jour
Question de Palestine

Conseil de sécurité
Soixante-huitième année

Notes verbales identiques datées du 29 novembre 2013, adressées au Secrétaire général et au Président du Conseil de sécurité par la Mission permanente de Cuba auprès de l'Organisation des Nations Unies

La Mission permanente de Cuba auprès de l'Organisation des Nations Unies a l'honneur de transmettre le message de solidarité de M. Marcelino Medina González, Ministre par intérim des affaires étrangères de Cuba, à l'occasion de la Journée internationale de solidarité avec le peuple palestinien (voir annexe).

La Mission de Cuba souhaiterait que le texte de la présente note et de son annexe soit distribué comme document de la soixante-huitième session de l'Assemblée générale au titre du point 36 de l'ordre du jour, et du Conseil de sécurité.



**Annexe aux notes verbales identiques datées
du 29 novembre 2013 adressées au Secrétaire général
et au Président du Conseil de sécurité par la Mission
permanente de Cuba auprès de l'Organisation
des Nations Unies**

La Havane, le 25 novembre 2013

Au nom du peuple et du Gouvernement cubains, j'ai l'honneur de m'adresser au Comité pour l'exercice des droits inaliénables du peuple palestinien, à l'occasion de la Journée internationale de solidarité avec le peuple palestinien.

Comme le veut désormais la tradition, en vertu de la résolution 32/40 B adoptée par l'Assemblée générale en 1977, cette date est chaque année l'occasion de commémorer le jour où, en 1947, l'Assemblée a adopté la résolution 181 (II) sur le partage de la Palestine, qui, l'année d'après, a été suivie par la tragédie dite al-Nakba : plus des trois quarts de la Palestine historique ont été arrachés de force, 531 villes et villages palestiniens ont été détruits et 85 % de la population ont été expulsés ou déplacés de sorte qu'environ 4,6 millions de réfugiés palestiniens vivent encore dispersés dans tout le Moyen-Orient.

En ce jour, nous réaffirmons notre solidarité inébranlable avec le peuple palestinien et l'appui ferme et résolu de Cuba à toutes les initiatives visant à soutenir aussi bien la reconnaissance de l'État palestinien sur la base des frontières d'avant 1967, avec Jérusalem-Est pour capitale, que le droit de cet État à être Membre à part entière de l'Organisation des Nations Unies.

Cuba souscrit à l'initiative du Comité visant à faire proclamer par l'Assemblée générale une Année internationale de solidarité avec le peuple palestinien, afin de susciter à l'échelle mondiale une prise de conscience et de l'empathie pour cette cause.

Le 29 novembre de l'an dernier, l'Assemblée générale a adopté à la majorité des voix la décision historique d'accorder à la Palestine le statut d'État observateur à l'Organisation des Nations Unies. Le Conseil de sécurité doit se prononcer et accepter sans plus tarder la demande de reconnaissance en tant qu'État Membre de l'Organisation présentée par la Palestine en 2011, comme le souhaite manifestement l'immense majorité des États.

Le 18 novembre dernier a été enregistré le premier vote de la Palestine à l'Assemblée générale, pas important pour l'État palestinien vers le statut de Membre à part entière de l'Organisation des Nations Unies.

La Palestine a donné des gages de son attachement au système multilatéral en travaillant de façon très responsable et professionnelle à l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO), où elle a été admise en 2011 comme État membre de plein droit.

Ces dernières années, les autorités palestiniennes ont progressé dans la consolidation de leurs institutions étatiques. De nombreux rapports de l'Organisation des Nations Unies et d'autres institutions soulignent la solidité des institutions palestiniennes et l'aptitude des Palestiniens à exercer leur souveraineté en tant qu'État indépendant.

Cependant, l'occupation militaire menée par Israël et la recrudescence de ses agressions contre le peuple palestinien, et notamment contre la bande de Gaza, auxquelles il faut ajouter la politique d'établissement de colonies illégales et d'autres formes de colonisation, qui démontrent l'ambition d'Israël de s'emparer de toute la Cisjordanie, rendent impossible sur le terrain l'établissement d'un État palestinien dans les frontières d'avant 1967, annulant ainsi toute possibilité de régler le conflit de façon juste et équitable.

Nous exigeons un règlement pacifique, juste et durable du conflit israélo-palestinien et nous défendons le droit inaliénable du peuple palestinien à exercer sa souveraineté en tant qu'État indépendant. Les résolutions successives de l'Assemblée générale et du Conseil de sécurité exigeant le retrait d'Israël des territoires occupés doivent être appliquées.

Nous réaffirmons la nécessité de redoubler d'efforts pour mettre fin à la situation préjudiciable des réfugiés palestiniens, conformément aux règles et principes du droit international et aux résolutions pertinentes de l'Organisation des Nations Unies.

Provoquée par les politiques et pratiques illégales que s'obstine à mener Israël, parmi lesquelles de graves violations des droits de l'homme et d'incessants crimes de guerre, l'aggravation grandissante des conditions politiques, économiques, sociales et humanitaires dans le Territoire palestinien occupé préoccupe grandement Cuba, mais aussi les autres membres du Mouvement des pays non alignés.

Cuba réaffirme sa condamnation de l'expansion continue des colonies israéliennes illégales dans le Territoire palestinien occupé, y compris à Jérusalem-Est, dont les derniers exemples sont les annonces, les 3 et 4 novembre derniers, de l'octroi de permis de construire 1 061 logements en Cisjordanie et 1 225 à Jérusalem-Est.

Cette politique constitue une grave violation du droit international et en particulier de l'article 49 de la quatrième Convention de Genève, qui interdit à la Puissance occupante de procéder au transfert d'une partie de sa propre population civile dans le territoire occupé par elle; elle lèse gravement l'ensemble de la population palestinienne, aggrave notamment les conditions de vie déjà difficiles des 1,9 million de réfugiés palestiniens recensés dans le Territoire palestinien occupé et déroge aux objectifs du processus de paix.

Les confiscations incessantes de terres palestiniennes; la construction illégale de colonies; la mutation démographique du peuplement; les fouilles archéologiques; les restrictions arbitraires et racistes à la circulation dans l'ensemble du Territoire palestinien occupé et notamment dans Jérusalem-Est et aux alentours; la démolition de maisons; l'expulsion de familles palestiniennes à Jérusalem-Est, ainsi que la destruction systématique de la rudimentaire infrastructure économique palestinienne; et les incitations à la violence, les provocations et agressions illégales commises par les colons extrémistes à l'encontre de la population palestinienne et de ses lieux sacrés, tout cela doit cesser immédiatement, comme l'ont demandé le Conseil de sécurité et l'Assemblée générale dans de nombreuses résolutions, ainsi que la Cour internationale de Justice dans son avis consultatif de 2004 sur la construction du mur.

Cuba exige en outre la fin de l'occupation prolongée et illégale des territoires palestiniens par Israël et la levée immédiate, inconditionnelle et complète du blocus

cruel et illégal de Gaza, ainsi que l'ouverture des points de passage frontaliers et des points de contrôle, afin de permettre la libre entrée d'une aide humanitaire permanente et de fournitures et marchandises essentielles, et de faciliter la circulation des personnes depuis et vers la bande de Gaza. De même, Cuba condamne le maintien du mur de la honte qui isole des communautés entières et empêche la constitution de l'État palestinien.

L'usage aveugle et disproportionné de la force militaire israélienne contre les civils palestiniens sans défense, les détentions forcées et les tortures, sévices et exactions infligés aux prisonniers politiques dans les geôles israéliennes doivent cesser. Des centaines de civils, dont 33 enfants et 13 femmes, ont été assassinés et plus de 1 500 ont été blessés lors de la grande offensive dite « Pilier de défense », lancée par les forces israéliennes; à ces victimes s'ajoutent les 3 000 et quelques Palestiniens arrêtés alors, ainsi que les milliers d'autres encore détenus dans les prisons et centres de détention israéliens.

La communauté internationale ne peut rester impassible et silencieuse face aux abus et aux crimes commis contre le peuple palestinien; il faut mettre fin au cycle de la violence dans ce territoire, y compris dans son prolongement vers la Cisjordanie. La dette historique envers le peuple palestinien doit être réglée.

En cette date mémorable, Cuba réaffirme qu'elle réclamera sans relâche une paix globale, juste et définitive pour le peuple palestinien et les peuples du Moyen-Orient en général, et le respect rigoureux de tous leurs droits. Les peuples arabes, sans exception, pourront toujours compter sur la solidarité sans réserve du peuple cubain.

Le Ministre des affaires étrangères par intérim
(*Signé*) Marcelino **Medina González**
